Document généré le 5 juin 2025 13:54

Cahiers de géographie du Québec

SIMARD, Jean-Jacques (2005) *L'éclosion. De l'ethnie-cité canadienne française.* Québec, Septentrion, 352 p. (ISBN 2-89448-376-7)

Gilles Sénécal

Volume 52, numéro 145, avril 2008

URI : https://id.erudit.org/iderudit/018441ar
DOI : https://doi.org/10.7202/018441ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Sénécal, G. (2008). Compte rendu de [SIMARD, Jean-Jacques (2005) *L'éclosion. De l'ethnie-cité canadienne française.* Québec, Septentrion, 352 p. (ISBN 2-89448-376-7)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *52*(145), 113–115. https://doi.org/10.7202/018441ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

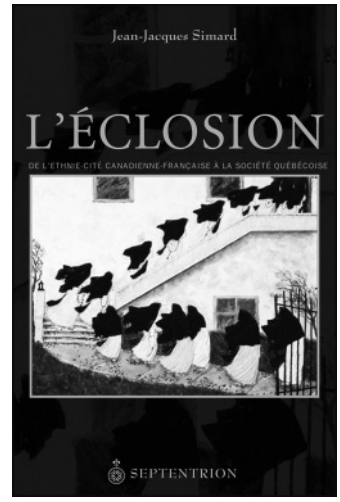
il offre ainsi aux lecteurs des travaux de juristes, géographes, historiens, sociologues, une diversité toujours bienvenue dès qu'on aborde la thématique du partage et de la gestion de l'eau, compte tenu de sa complexité et de l'analyse pluridisciplinaire qu'elle impose souvent. L'ouvrage se propose en particulier d'aborder la question des savoirs traditionnels en matière de gestion de la ressource.

On relève des chapitres fort intéressants, comme sur la question de l'appropriation de l'eau douce en droit français, l'implication des femmes dans les associations de gestion d'eau potable en milieu rural, ou encore la relecture critique des directives européennes sur la qualité de l'eau dans l'Union européenne.

Cependant, on relève aussi que le thème général de l'ouvrage, l'eau, associe eau douce et eau de mer, alors que ces deux dimensions aquatiques n'ont pas grand-chose en commun. Faute d'avoir tranché, on a un peu l'impression que les deux contributions sur la mer ont été plaquées artificiellement, corollaire de la nature de l'ouvrage, actes d'un colloque.

C'est là que se trouve la principale faiblesse de cet ouvrage : se voulant le reflet des échanges et des communications de cette journée d'étude, le livre rassemble des textes de valeur, de longueur et de propos très hétérogènes, sans qu'un réel effort de synthèse ou d'organisation de l'information ne vienne structurer cette diversité. Certes, une introduction précise les orientations générales qui prévalaient à l'organisation du séminaire, mais on n'y trouve aucune grille de lecture pour décoder la disparité des points de vue, des échelles d'analyse, tant spatiales que temporelles, ou des thématiques abordées. Aucune transition entre les deux parties ou entre les chapitres, aucune conclusion ne vient aider le lecteur qui a l'impression d'avoir vu défiler un assemblage de textes sur l'eau, certes, mais qui ne l'aidera en rien à mieux comprendre les problèmes contemporains liés à la gestion de l'eau. Le sous-thème des savoirs traditionnels, pour lesquels on peut citer le concept de techniques d'encadrement de Pierre Gourou, ou les *qanats* iraniens et autres *foggaras* maghrébins, ou encore les techniques d'agriculture grâce à la collecte des eaux de rosée dans les Canaries, rien de tel n'est abordé et aucune réflexion ne vient synthétiser ce qui a été dit de ce point de vue. Enfin, de nombreux chapitres présentent le défaut de ne pas souligner la problématique qu'ils abordent, ce qui renforce cette désagréable impression de lire une collection de monographies dont l'objectif paraît mal ciblé. C'est dommage, car on sent bien que les auteurs ont beaucoup de choses à dire, un savoir divers, reflet de leurs lieux d'étude et de leur origine disciplinaire variés, mais l'ouvrage ne leur rend pas honneur, faute d'avoir su structurer ces chapitres et orienter efficacement leur rédaction.

Frédéric Lasserre
Université Laval



SIMARD, Jean-Jacques (2005) *L'éclosion. De l'ethnie-cité canadienne française*. Québec, Septentrion, 352 p. (ISBN 2-89448-376-7)

Ce recueil reprend des textes déjà publiés par l'auteur, dans différents médias, comme l'*Annuaire du Québec*, *Recherches Sociographiques*, *Possibles*, *le Devoir* ou différents ouvrages collectifs, probablement difficiles à trouver ailleurs qu'en bibliothèque. Pensons au recueil sur les Opérations Dignité

(Alain-G Gagnon (dir.) 1981) ou à celui sur l'animation sociale en milieu communautaire (Benoît Lévesque, (dir.) 1979). On y retrouve également un chapitre tiré de l'ouvrage le plus connu de Jean-Jacques Simard, le plus cité à tout le moins, soit « La longue Marche des Technocrates », publié en 1979 et qui fut d'abord, apprend-on, un mémoire de maîtrise dont le chapitre 1 a été initialement publié dans *Recherches Sociographiques*.

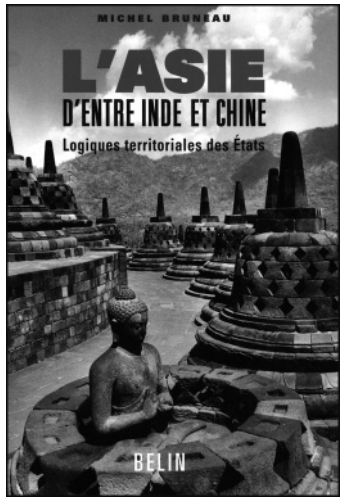
Ainsi rassemblés, ces 15 textes ont pour objet de soutenir la thèse du passage, à même ce que l'auteur appelle un destin collectif accompli, de la conception ethnique du Canada français à celle de la société québécoise. Jean-Jacques Simard engage d'ailleurs le débat, dans son introduction, sur la pertinence de pousser le bouchon plus loin et de parler de nation québécoise, même en l'absence de consensus à donner à son contenu (p. 20). En se gardant bien de franchir ce pas, il se place dans le sillage de ce que l'on pourrait qualifier *d'école de l'ambiguïté québécoise*. Reste que Simard ne peut être assimilé totalement à cette soi-disant école dont nous venons de suggérer l'existence et dont le fil conducteur semble être le courant interprétatif postmoderne. Au contraire, Simard ne peut être lu et compris que par le fil de la modernisation, de l'avènement d'une conception moderne de la société du Québec et dont on sait qu'elle précède de beaucoup la Révolution tranquille. Cela dit, ces textes anciens qui démontrent le passage de l'ethnicité canadienne-française à la société québécoise semblent en retrait des évolutions récentes, alors que la reconnaissance de la nation québécoise est désormais tenue pour acquise dans l'arène politicienne, notamment par les politiciens canadiens et fédéralistes. Certes, avec pertinence, Simard questionne la raison et le contenu de ce terme nation appliqué au Québec, surtout que le débat zigzague sans cesse entre les deux conceptions classiques, celle du vouloir-vivre commun et celle de la culture commune.

Simard demeure, malgré cette retenue et ce qu'il appelle son œcuménisme sur la question de la définition du Québec, un auteur marquant et démarquant. Il a surtout exploré le grand thème de la Révolution tranquille, à la fois sous l'angle de la programmation étatique, de ses interventions et du soutien à l'émergence d'une économie un peu mieux maîtrisée, mais aussi des mouvements sociaux, que ce soient ceux qui ont émergé avec les luttes d'espace, et de nostalgie comme le souligne Simard, ou les luttes nationales, tout comme celle du Québec dont il n'en finit pas de broder les contours flous. Le chapitre 3, intitulé *Une Nation en trois dimensions* nous en fournit la preuve, puisque y sont confrontés les fondements du Canada français, du Canada anglais et des nations autochtones. L'apport principal de Simard n'est pas à chercher de ce côté, mais plutôt du côté de l'évolution de la vie collective, de la modernisation, durant « Ce siècle où le Québec est venu au monde ». Simard y utilise des indicateurs plus quantitatifs comme les dépenses des gouvernements ou l'introduction des communications de masse (le nombre de téléphones), ou encore les changements d'ordre sociodémographique (la chute de la mortalité infantile, la diminution du nombre de naissances). Scrutant les dépenses et les revenus de l'État québécois dans la durée, il conclut par l'émergence de la société et du modèle québécois. Autre indicateur, repris dans *La Longue Marche des technocrates* (chapitre 5), l'augmentation du nombre d'employés de l'État québécois. L'édification de l'appareil d'État promeut une vision technicienne plutôt que politique de la société, phénomène que Simard qualifie de cybernisation du pouvoir.

Soulignons les chapitres sur le croisement des thématiques reliées à la nation et à la construction des sciences sociales (chapitre 4), et sur la place des intellectuels dans les débats contemporains (chapitre 15). D'autres chapitres poursuivent encore cette réflexion sur le Québec, le pouvoir, l'État et la technocratie, pour parler du rôle des élites, des appareils comme les CLSC, des anglophones du Québec, toujours dans un style vif, ironique, avec des pointes d'humour pas toujours drôles, souvent grinçantes. La question qui subsiste

en refermant le livre est bien de s'entendre sur l'utilité de la ré-édition de textes connus mais éparpillés. La thèse de la modernisation du Québec, de sa technocratisation, ainsi que de l'avènement de l'idée de société québécoise, y trouve certainement une place méritée, réaffirmée pour nourrir un débat qu'on croyait clos. Il n'est pas certain que le fait de réunir ces textes étalés sur trente ans, permette de nourrir les débats actuels. Notre hésitation à former une réponse positive et enthousiaste tient peut-être d'une certaine fatigue à relire ces thèses connues, fatigue dont l'auteur de ces lignes est l'unique responsable, mais je dirais tout de même qu'il manque une conclusion éclairante. Soit dit en terminant, Simard a certainement précédé Jean-François Lisée dans la tentative de décrypter les arcanes du Nous québécois.

Gilles Sénécal
INRS Urbanisation, Culture et Société



BRUNEAU, Michel (2006) *L'Asie d'entre Inde et Chine. Logiques territoriales des États.* Paris, Belin. (ISBN 2-7011-4475-2)

Ce livre est l'aboutissement logique d'une longue carrière consacrée en grande partie à l'étude des transformations territoriales dans cette région du monde. Par analogie avec le raisonnement central exposé par Michel Bruneau dans *L'Asie d'entre Inde et Chine. Logiques territoriales des États*, à savoir qu'il existe une filiation remarquable entre l'organisation territoriale des États pré-coloniaux du sud-est asiatiques et leurs héritiers modernes et contemporains, on sent dans ce livre un rappel des travaux antérieurs de l'auteur, débutés à Chiang Mai dans le nord de la Thaïlande au milieu des années 1960.

Coïncidence et opportunité, ces deux mots-clés caractérisent la lecture que j'en ai faite. La recherche actuelle sur l'Asie du Sud-Est, comme les études régionales en général, cherche à s'extirper des cloisonnements scientifiques construits après la Deuxième guerre mondiale ; de plus en plus de publications en témoignent (ex. : Kratoska *et al.*, 2005). Le thème du colloque bisannuel du Conseil canadien des études sur l'Asie du Sud-Est, qui s'est déroulé à l'Université Laval en octobre 2007, a été défini dans cette optique : *Par delà les frontières intellectuelles et politiques : les études sud-est asiatiques au XXIe siècle*. L'objectif était justement de mieux intégrer les différents niveaux géographiques et historiques (Déry, 2006) pour améliorer notre compréhension de l'Asie du Sud-Est. Et le livre de Michel Bruneau est arrivé à point nommé : nous lui avons alors demandé de prononcer la conférence principale. Pierre Gentelle en résume bien la pertinence dans la préface du livre : « Nulle part le terme de géohistoire ne peut trouver meilleure justification que dans l'analyse en profondeur de la diversité asiatique » (p. 4).

L'objectif du livre est « d'analyser et de définir des logiques de constitution de ces territoires nationaux, ou logiques territoriales, en relation avec les modèles spatiaux des États pré-coloniaux » (p. 14). Pour ce faire, l'auteur n'a d'autre choix que de remonter à la source de la construction territoriale de la région, localement, mais aussi, surtout, dans ses relations avec l'Inde et la Chine. Ces deux géants territoriaux et historiques constituent